



Groupe **SOCIALISTE
& RÉPUBLICAIN**

* Île de France

LA CHARTE POUR L'EMPLOI

LA CHARTE POUR L'EMPLOI

Devant le Grand Londres et la Lombardie, la région Île-de-France pèse près de 4% du PIB de l'Union européenne et 30% du PIB national. Premier bassin d'emploi européen, elle est paradoxalement l'une des régions française qui tarde le plus à recouvrer des chiffres du chômage à la baisse contrairement à la majorité des régions métropolitaines. En effet, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) a augmenté de +0,6% sur les trois derniers mois (+0,2% sur un an), soit une augmentation de 4 070 personnes. En France métropolitaine, ce nombre baisse de 0,1% sur le dernier trimestre et de 1,2% sur un an selon Pôle Emploi.

Aussi, l'Île-de-France – terre de contrastes où se côtoient quartiers très riches et quartiers d'extrême pauvreté, zones urbaines très denses et territoires ruraux – doit s'engager dans une démarche d'égalité territoriale de ses habitants face à l'emploi et affirmer clairement sa volonté de ne tolérer ni sous-territoires, ni sous-citoyens.

La lutte contre le chômage, en particulier pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, est un enjeu économique, social et démocratique majeur. Une région comme l'Île-de-France devrait tout faire pour être la hauteur du défi posé.

Les élus du groupe Socialiste et Républicain proposent ainsi à Valérie Pécresse d'adopter quelques mesures cibles pour lutter contre le chômage de longue durée et les freins à l'emploi qui touchent les habitants des quartiers prioritaires ou des zones rurales. N'y a-t-il rien à faire avant d'aller chercher les emplois de la City avec les dents et d'aggraver la fracture sociale entre très riches et très pauvres en Île-de-France ? Madame la Présidente, chiche ?

7 PROPOSITIONS POUR DES RÉSULTATS

L'exclusion de l'emploi est vécue comme un véritable déclassement. Outre la perte de confiance et de repères qu'elle induit, cela peut parfois avoir des conséquences plus graves puisqu'elle revêt également un sentiment d'irréversibilité.

7 propositions ciblées, pragmatiques, peuvent permettre de lutter durablement contre le chômage.

1

La Région, acteur de la lutte pour la résorption du chômage longue durée

L'Île-de-France s'engage financièrement dans le projet expérimental « territoire zéro chômage de longue durée » porté par « ATD Quart Monde » et permet à des demandeurs d'emploi, en nombre restreint à cette étape, d'être embauchés en CDI par des entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire pour y exercer des activités économiques pérennes et non concurrentes à celles déjà présentes sur le territoire.

Parce que nul n'est inemployable, la Région doit pouvoir apporter son soutien à cette initiative.

2

La lutte contre les discriminations à l'embauche, une obligation régionale

La norme internationale ISO 26000 permet aux structures qui le souhaitent de bénéficier d'un label lié à leur politique de responsabilité sociétale d'entreprise. Son cahier des charges contient des mesures claires et efficaces pour lutter contre les discriminations. Afin de porter ces pratiques vertueuses, la Région doit proposer aux entreprises bénéficiant d'aides publiques un accompagnement financier pour engager cette certification.

3

Emplois locaux pour des activités nouvelles (ELAN)

Mises à mal par la suppression des Emplois tremplins par la seule volonté de la Présidente de Région, les structures de l'économie sociale et solidaire ont été contraintes de réduire leurs effectifs. Pourtant, ce secteur est porteur d'emploi partout en France. S'il représente jusqu'à 17% de l'emploi en Lozère ou dans le Cantal, il ne pèse que 6% en région parisienne. Ses potentiels doivent être activés, et c'est par le dispositif ELAN qu'un nouveau souffle pourra être donné à ce secteur.

4

100 000 stages d'accord, mais priorité à ceux qui en ont besoin

La Région Île-de-France, sous l'impulsion de sa Présidente, a souhaité atteindre l'objectif de 100 000 stages attribués aux jeunes Franciliens dans les structures bénéficiant d'aides régionales. Si l'idée peut se défendre, il doit pourtant être entendu que ces stages doivent en priorité être affectés aux jeunes suivis par les missions locales dans le cadre des dispositifs Garantie Jeunes ou encore Pacte 2ème Chance. Ces stages sont incontournables pour leur permettre de retrouver le chemin de l'emploi.

5

Donner aux Missions locales les moyens de leurs ambitions

En choisissant de réduire le budget régional alloué aux Missions locales de 21 millions € en 2015 à 18,2 millions € en 2016, Valérie Pécresse a délibérément choisi de saborder l'accompagnement de terrain sur l'autel des économies de fonctionnement de la Région. Ce choix est lourd de conséquences sur le terrain, où les acteurs sont de moins en moins nombreux pour suivre toujours plus de jeunes. Renforcer le budget régional pour permettre aux Missions locales de s'investir dans les dispositifs de Garantie Jeunes et du Pacte 2^{ème} Chance, c'est ouvrir plus d'opportunités aux jeunes Franciliens et leur permettre un suivi de leur formation de qualité.

6

Les Groupements de créateurs, acteurs de la création d'entreprise

Valérie Pécresse a choisi de supprimer le soutien financier aux Groupements de créateurs en 2016. Ils étaient chargés jusque là d'actions de sensibilisation et de formation à la création et à la reprise d'entreprise, en particulier du secteur de l'économie sociale et solidaire. C'est une année de perdue pour les habitants des quartiers prioritaires et des zones rurales dans leurs projets de création d'entreprises. En rétablissant ces financements, la Région soutient une dynamique positive de création de structures, alors même que cette demande existe très fortement dans les quartiers franciliens.

7

Préparer l'avenir

Pour anticiper les métiers de demain et offrir aux Franciliens les formations qui débouchent sur un emploi durable, la Région doit engager avec ses partenaires un réel travail prospectif des métiers en tension sur les dix années à venir. Adaptées à chaque bassin d'emploi, ce travail permettra à la Région d'avoir un coup d'avance stratégique sur l'emploi et de mieux lutter contre le chômage.

Loin d'être technocratiques, ces mesures permettent de rendre aux territoires leur pleine capacité de lutte contre le chômage des personnes les plus éloignées de l'emploi – du fait de leur manque de qualification ou de parcours de vie complexes. Ce sont pourtant ces personnes qui doivent en priorité bénéficier de perspective, car éloignées des aides et réseaux que chacun peut cultiver pour avancer.

Aucun besoin de faire appel à une hausse de budget pour financer ces propositions : les choix politiques de V. Pécresse de baisser les lignes attribuées aux secteurs de la formation au profit de mesures de communication ou de financement des tests salivaires peuvent s'inverser. Revenant à son cœur de métier, à savoir la formation professionnelle pour l'emploi, la Région se donnerait ainsi pleinement les moyens de lutter contre le chômage et d'enrayer sa hausse.



Groupe **SOCIALISTE
& RÉPUBLICAIN**

* îledeFrance

LA CHARTE POUR L'EMPLOI

Groupe socialiste & républicain • Région Île-de-France

57, rue de Babylone 75007 Paris

Tel : 01 53 85 65 70

Courriel : groupepsridf@gmail.com

www.psidf.fr